

**Point de presse conjoint de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Barack H. Obama, Président des Etats-Unis d'Amérique, notamment sur les relations franco-américaines, la question du nucléaire iranien et sur la Turquie et l'Union européenne, à Caen le 6 juin 2009.**

*Commémoration du 65e anniversaire du débarquement en Normandie, le 6 juin 2009*

Site d'origine :

---

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, bonjour à tous, bienvenue. Je voudrais dire au Président des Etats-Unis d'Amérique combien la France est fière de le recevoir une deuxième fois cette année. Nous aurons l'occasion de parler cet après-midi des cérémonies et des commémorations, mais je voudrais dire de la façon la plus sincère et la plus forte que peut être jamais dans l'histoire de nos deux pays les Etats-Unis et la France n'ont été aussi proches sur les grands dossiers et sur les grands sujets.

J'ai dit au Président combien nous voulions l'aider dans le processus de fermeture de Guantanamo. J'ai dit au Président Barack OBAMA combien nous soutenions sa main tendue à la Russie et combien nous approuvions cette politique.

J'ai dit au Président combien nous étions d'accord avec lui sur la question israélienne et palestinienne, deux Etats vivant côte à côte, un Etat israélien, à la sécurité duquel nous sommes très attachés et un Etat palestinien, les Palestiniens ont droit à un Etat ; et combien nous soutenions la diplomatie américaine dans ce qu'elle avait demandé : que l'on arrête le processus de colonisation.

Je veux dire que sur la question iranienne et j'ai eu l'occasion de le dire d'une manière très franche au ministre des Affaires étrangères iranien, combien il devait saisir l'opportunité de la main tendue par le Président OBAMA, que nous étions totalement solidaires l'Europe, la France et les Etats-Unis sur cette question-là ; et combien nous ne pouvions pas accepter les déclarations insensées du Président AHMADINEJAD.

Sur la Corée du Nord, je veux dire également notre totale identité de vue avec le Président américain et par ailleurs, bien sûr, la France est très heureuse d'avoir repris toute sa place dans l'OTAN, comme je l'avais dit au Président américain.

Je veux dire que c'est un plaisir de travailler avec Barack OBAMA. Nous travaillons régulièrement ensemble. Il sait que la France est l'amie des Etats-Unis. Nous avons l'habitude de nous coordonner sur tous les grands sujets et nous avons la volonté de continuer comme cela. Voilà, Barack, bienvenue à ta famille et à toi.

M. OBAMA - Je suis très heure d'être à nouveau en France et particulièrement d'être là aujourd'hui, car la journée d'aujourd'hui marque non seulement le triomphe de la liberté, mais montre également à quel point l'alliance transatlantique a permis d'arriver à un niveau sans précédent de prospérité et de sécurité sur les deux rives de l'Atlantique.

Le fait que la France ait repris toute sa place dans l'OTAN cette année grâce au leadership du Président SARKOZY est encore une preuve supplémentaire que la coopération franco-américaine peut non seulement renforcer la coopération au niveau européen mais aussi à quel point cette coopération peut aider à la sécurité et de l'économie mondiale. Donc, je remercie vivement le Président SARKOZY pour son leadership sur plusieurs fronts, il en a cité quelques uns : le leadership français au sein de l'Europe ; le fait qu'il comprenne aussi bien le fait que nous avons besoin d'avoir avec les Iraniens une diplomatie ferme, c'est-à-dire on tend la main mais on dit en même temps que l'on ne peut pas se permettre d'avoir une course aux armements au Proche Orient ; une coopération rapprochée entre nous sur plusieurs dossiers avec la Russie ; le fait que la France ait accepté d'accueillir un des détenus de Guantanamo et d'une façon plus large, la France est prête à nous

---

url : <http://discours-publics.vie-publique.fr/cdp/html/097001668.html>

aider à faire face à la menace terroriste dans le respect de nos idéaux et de nos valeurs ; le soutien que tous les alliés de l'OTAN et d'autres alliés aussi, offrent afin d'aider à construire un Afghanistan plus démocratique et plus stable.

Sur tous ces fronts, sur tous ces dossiers, le Président SARKOZY non seulement a apporté sa coopération, mais il a fait preuve de leadership. Et ce genre de démarche bien sûr sert les intérêts de la France mais les intérêts du monde entier aussi, et j'en suis très reconnaissant au Président SARKOZY.

Evidemment, j'aimerais aussi évoquer ici la terrible tragédie de l'avion d'Air France. Nous ne savons pas exactement ce qui s'est produit mais c'est vraiment très triste pour toutes les familles, auxquelles le peuple américain adresse ses prières et ses pensées.

Nous avons mis à disposition toutes les ressources possibles afin de coordonner avec la France nos efforts pour trouver l'épave de l'avion et pour bien sûr trouver le plus de renseignements possible sur les conditions de l'accident. Mais nos condoléances les plus sincères vont au peuple français et notamment aux familles qui ont subi cette tragédie. Nous essayons bien sûr de comprendre ce qui s'est passé et nous apportons tout notre soutien à la France dans cette recherche.

Je crois que maintenant nous pouvons répondre à des questions.

QUESTION - Hier, M. le Président, vous avez dit que vous espériez voir un progrès important au Proche Orient d'ici la fin de l'année. Qu'est-ce que vous voulez dire par cette affirmation exactement ? Et une question pour le Président SARKOZY. Vous avez rencontré en début de semaine le ministre des Affaires étrangères Iranien. Quel est le message qu'il vous a communiqué pour que vous le communiquiez au Président OBAMA ?

M. OBAMA - Je crois que nous comprenons très bien, nous savons tous très bien ce que cela veut dire lorsqu'on parle de progrès sur le front du conflit israélo-palestinien. Cela veut dire que les parties impliquées, appuyées non seulement par les Etats-Unis et la France mais par les autres Etats arabes aussi, s'engagent dans des négociations sérieuses et constructives, pour aboutir à une solution à deux Etats.

Je ne m'attends pas à ce qu'un problème qui dure depuis 60 ans puisse être réglé du jour au lendemain mais comme je l'ai dit auparavant, j'espère que les deux parties reconnaîtront qu'elles ont un destin commun et qu'il en va de l'intérêt d'Israël, d'un point de vue sécuritaire, aussi bien que de l'intérêt des Palestiniens de régler cette question de manière pacifique. Il y a toute une série de questions qui reste à régler, nous ne savons pas encore quelles sont toutes les questions impliquées, mais je crois que le Président SARKOZY et moi sommes d'accord pour dire que nous devons dépasser la phase actuelle, l'impasse dans laquelle nous nous trouvons en ce moment.

Les deux côtés bien sûr ont des obligations à remplir. Nous avons parlé de l'importance de cesser la colonisation et cela méritait une attention plus grande qu'une autre affirmation que j'ai faite, c'est-à-dire que les Palestiniens doivent renoncer à la violence et l'incitation. Je veux le réaffirmer aujourd'hui et ils doivent améliorer leur capacité de gouvernance de façon à ce que les israéliens puissent avoir confiance en ce sens que les Palestiniens vont tenir bon concernant les engagements qu'ils acceptent.

Je ne peux pas imposer de telles négociations, je ne pourrais pas imposer bien sûr sur les parties les termes d'un règlement éventuel, ça, c'est leur tâche à eux.

Le Président SARKOZY ne peut pas imposer la paix à la région non plus. Mais ce que nous pouvons faire tous les deux, c'est faire preuve d'amitié envers Israël. Nous devons être honnête en matière d'analyse que nous faisons sur la situation et

que nous insistons pour que les Palestiniens fassent preuve de responsabilité en ce qui concerne leurs engagements et faire avancer le processus, concentrer toutes les énergies pour faire avancer le processus.

Mon envoyé spécial, George MITCHELL, va se rendre dans la région à nouveau cette semaine et nous allons désormais essayer de travailler sur ces dossiers le plus possible. Je voudrais aussi mettre l'accent sur le fait que les Etats arabes doivent participer à cela, on ne peut tout simplement pas considérer que c'est un problème palestinien et dire : « nous ne prenons aucune responsabilité », non, ces Etats doivent aussi s'impliquer car les Etats arabes ont maintenant une importance non seulement politique mais aussi économique. Et dans la mesure où ils aident ce processus, cela peut avancer plus rapidement.

LE PRESIDENT - Ce n'est pas à moi d'être le porte-parole du ministre des Affaires étrangères iranien. Je peux vous dire ce que je lui ai dit. Je lui ai dit : un, qu'il fallait qu'il saisisse la main tendue par Barack OBAMA, fixer un rendez-vous pour que le groupe de six recommence à discuter ; deux, que nous étions tous sur la même ligne- si l'Iran veut le nucléaire civil, il y a droit ; le nucléaire militaire, non ; et qu'il fallait bien qu'il comprenne les choses. S'ils avaient des volontés pacifiques, alors qu'ils acceptent les contrôles. Mais on ne peut pas à la fois accepter que le dirigeant iranien fasse des déclarations extrêmement agressives, que les contrôles de l'AIEA ne puissent pas se dérouler et que nous, nous acceptions de discuter séparément. Voilà et je le redis une nouvelle fois, les Etats-Unis d'Amérique et la France, nous sommes main dans la main sur cette question. L'Iran est un grand pays, une grande civilisation, nous voulons la paix, nous voulons le dialogue et nous voulons les aider à se développer. Nous ne voulons pas de la dissimulation de l'arme militaire nucléaire. Nous sommes unis sur cette question.

QUESTION - M le Président, Mister President OBAMA, il y a beaucoup de commentaires en France et en Allemagne ces jours-ci sur la relative brièveté de vos séjours dans ces deux pays. Avec le fait aussi qu'il n'y ait pas de moment plus personnel en dehors des parties officielles avec les dirigeants. Beaucoup en déduisent que l'Europe n'est pas une priorité de votre diplomatie. Que répondez-vous à ces commentaires ?

M. OBAMA - Ce que cela veut dire, c'est que j'ai un emploi du temps très chargé. Je n'aimerais rien de plus que d'avoir une semaine pour moi personnellement à Paris. Flâner le long de la Seine, amener ma femme au restaurant, faire un pique nique dans le jardin du Luxembourg mais ces jours là, pour moi c'est du passé, en tout cas. Donc je pense qu'il est important de comprendre que les bons amis ne se soucient pas des symboles, des conventions de protocole. Les Etats-Unis sont un allié et un ami essentiel de la France et vice versa. Moi personnellement je considère Nicolas SARKOZY comme un ami, je crois qu'il éprouve les mêmes sentiments à mon égard. Je sais que je peux toujours prendre le téléphone et l'appeler, lui parler. Donc ce n'est pas nécessaire en ce qui me concerne, de passer des périodes de temps prolongées ici, autre que, bien sûr, faire ce que je dois faire quand je suis ici.

Un jour viendra où je serai l'ex-Président et à ce moment-là, vous allez me voir ici, en France, très souvent pour des vacances. J'ai dit la même chose en Allemagne hier, parce qu'on m'a posé la même question « vous ne passez même pas la nuit ici, etc. », mais je crois que vous faites une interprétation excessive concernant mon emploi du temps et mon programme. Ce qui est important, la véritable raison, c'est que même quand je fais des voyages à l'étranger, j'ai un travail à faire. Nous avons un taux de chômage de 8,04% aux Etats-Unis, j'ai une économie qui a besoin de beaucoup de travail. Nous devons bien sûr faire approuver tout le règlement nécessaire pour remettre en marche l'économie, cela exige beaucoup de travail, donc mon programme de voyage est très limité par ces contraintes- là.

LE PRESIDENT - En démocratie, il faut bien sûr accepter toutes les critiques et toutes les questions. Et moi je vais vous dire une chose très sincèrement : vous croyez qu'on n'a pas autre chose à faire que de faire des belles photos sur papier glacé ? Vous pensez qu'avec la crise économique internationale, le chômage aux Etats-Unis, le chômage en France, le chômage en Europe, le problème de l'Iran, vous croyez qu'on a que cela à faire de calculer : « est-ce qu'on va prendre un

bon restaurant ensemble ou est-ce qu'il va passer une nuit de plus ici ? ».

L'amitié c'est quoi ? Quand les Etats-Unis disent : « on ferme Guantanamo », l'amitié c'est de dire « on va vous aider. On prend certains des détenus chez nous ». Quand la France dit : « on vient à l'OTAN », l'amitié c'est quoi ? C'est que grâce aux Etats-Unis on va prendre deux commandements extrêmement importants dans la structure, c'est cela l'amitié. On est là pour travailler, pour obtenir des résultats, on n'est pas là pour passer du temps et que chacun calcule combien de temps. Je comprends que vous posiez la question, mais mettez-vous à notre place. Vous croyez que les gens attendent simplement qu'on soit là, tous les deux, en se tenant la main, ou qu'on ait des résultats ? Ou que sur des dossiers comme l'Iran, la Corée du Nord, ou d'autres, on soit en harmonie totale ? Moi je vais vous dire une chose, c'est très facile de travailler avec le Président des Etats-Unis d'Amérique.

M. OBAMA - Le Président SARKOZY parle très rapidement donc cela aide, parce qu'on peut régler pas mal de problèmes en peu de temps !

LE PRESIDENT - Moi, je parle vite, mais lui il comprend vite !

M. OBAMA - Une dernière question.

QUESTION - Monsieur le Président OBAMA, sur le fond donc. Est-ce que l'interdiction du voile pour les jeunes filles dans les écoles françaises et l'opposition de Nicolas SARKOZY à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne sont de nature à entraver le rapprochement avec l'Islam que vous avez prôné il y a deux jours en Egypte et quelle est la réaction de Monsieur le Président SARKOZY au discours de M. OBAMA ?

M. OBAMA - Il s'agit d'un processus. Ce que j'ai essayé de faire au Caire, c'est de lancer une nouvelle discussion au sein des collectivités musulmanes mais aussi au sein des collectivités non musulmanes, au Proche-Orient et aussi en Occident. Comme je l'ai dit lors de mon discours, j'estime que la liberté d'expression religieuse revêt une importance critique qui fait partie de notre tradition libérale, en France aussi bien qu'aux États-Unis, donc nous ne devons pas avoir de normes différentes pour la liberté d'expression religieuse, une qui s'appliquerait aux musulmans et l'autre norme qui s'appliquerait aux non musulmans. Cela ne veut pas dire que chaque pays ne pourra pas régler la situation selon sa tradition et son histoire. Je ne peux absolument pas prendre la responsabilité de l'approche que vont choisir d'autres pays, je peux prendre la responsabilité pour ce qui se passe aux Etats-Unis. Nous, aux Etats-Unis, notre attitude est de ne pas dire aux citoyens ce qu'ils peuvent porter, mais si dans l'exercice de leur religion, ils empêchent l'autre d'exercer ses droits, à ce moment-là, cela va nous inquiéter et nous concerner. Mais mon opinion est que la façon la plus efficace d'intégrer toutes les personnes, toutes confessions confondues, ce n'est pas de les empêcher de porter leurs vêtements traditionnels ou autres, mais c'est de promouvoir leur participation pleine et entière dans la vie de leur pays.

Pour en revenir à la Turquie, le Président SARKOZY et moi nous sommes entretenus sur ce dossier avant. Les Etats-Unis ne sont pas membres de l'Union européenne, nous ne pouvons pas dicter si un pays quelconque adhère ou n'adhère pas à l'Union européenne. La Turquie par contre est un allié de l'OTAN très important. La Turquie fait des efforts, elle a une économie en expansion. La Turquie a fait connaître son intérêt à une intégration croissante avec l'Europe et nous encourageons cette attitude.

J'ai souvent dit que l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne serait importante. Maintenant le Président SARKOZY représente un Etat membre de l'Union européenne et il a une position différente, mais je crois qu'il est important de noter que le Président SARKOZY appuie fortement le travail que la Turquie fait au sein de l'OTAN et je crois qu'il s'intéresse à une intégration économique plus intense avec la Turquie. Et ce que les Etats-Unis peuvent faire, c'est encourager les discussions, le dialogue et tout processus qui permettra à la Turquie d'être convaincue qu'elle a des amis, que ce soit la

France, les Etats-Unis ou l'Europe.

Dans la mesure où la Turquie se définit comme un pays européen, elle pourra en faire partie, mais c'est quelque chose qui doit avancer non pas sur la base de ce que disent les Etats-Unis mais sur la base d'un dialogue entre les membres de l'Union européenne et la Turquie. L'Europe et la France ont un rôle déterminant à jouer, comme les Etats-Unis d'ailleurs, pour expliquer aux musulmans du monde entier que nous voulons leur participation dans une communauté mondiale prospère, pacifique, intégrée économiquement et qui se développe pour le bien de tous. En France aussi bien qu'aux Etats-Unis, nous avons des populations musulmanes importantes, comme je l'ai dit lors de mon discours au Caire, il n'y a pas de contradiction entre l'Islam et le fait de vivre aux Etats-Unis ou ailleurs. Aux États-Unis par exemple, il y a des musulmans qui ont des niveaux d'instruction et un niveau économique qui sont plus élevés que la moyenne des Américains, cela montre qu'il est possible d'être fidèle à sa religion et être en même temps des Américains patriotes et loyaux. Je crois que c'est cela que nous cherchons comme approche, plutôt qu'une approche qui pourrait faire monter les enchères que ce soit à l'intérieur de notre pays ou à l'extérieur.

LE PRESIDENT - Peut-être que je vais dire un mot là-dessus. D'abord j'ai trouvé que le discours du Président OBAMA était remarquable et cela fait bien longtemps qu'on attendait que les Etats-Unis d'Amérique, la première puissance du monde, prennent toutes leurs responsabilités pour éviter le choc des cultures entre l'Occident et l'Orient. Et je suis totalement d'accord avec le discours du Président OBAMA, y compris sur la question du voile.

Je précise juste deux choses. En France, toute jeune fille qui veut porter le voile peut le faire, c'est sa liberté. Nous mettons deux limites parce que nous sommes un Etat laïc.

La première, c'est qu'au guichet des administrations, les fonctionnaires ne doivent pas avoir de signe visible de leur appartenance religieuse : catholique, juif, orthodoxe, protestant, musulman. C'est ce que nous appelons l'impartialité de l'administration, la laïcité. Aux guichets de nos administrations, personne ne doit voir un signe parce que les fonctionnaires sont là pour tout le monde.

La deuxième réserve que nous avons, c'est que les jeunes filles musulmanes portent le voile, ce n'est absolument pas un problème à condition que ce soit une décision émanant de leur libre choix et non pas d'une obligation qui leur soit faite par leur famille ou par leur entourage. La France est un pays où chacun peut vivre ses convictions, mais on respecte la femme, on respecte son autonomie.

Troisièmement, j'ai beaucoup fait comme Ministre de l'Intérieur pour que les musulmans de France puissent vivre leur foi comme n'importe quel autre Français appartenant à n'importe quelle autre religion.

Enfin sur la Turquie, Monsieur, vous appartenez à un journal que je respecte, qui a appelé à voter, au moment de la présidentielle, pour mon adversaire, c'était votre droit. Quel était votre argument à ce moment-là ? Vous disiez : « Attention, Nicolas SARKOZY va trop s'aligner sur les Etats-Unis d'Amérique », et je vois que deux ans après vous dites : « Ah, il y a un sujet sur lequel le Président OBAMA et le Président SARKOZY ne sont pas d'accord » Cela devrait vous rassurer, Monsieur !

Alors est-ce qu'on n'est pas d'accord ? Non. Sur l'objectif on est d'accord. Quel est l'objectif du Président OBAMA et quel est d'ailleurs le mien ? C'est que la Turquie puisse jouer tout son rôle de passerelle entre l'Orient et l'Occident. Là où il y a une différence, c'est sur les modalités.

La position traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique, c'est l'intégration. C'était la position du Président BUSH, du Président CLINTON, de tous les présidents américains. La mienne vous la connaissez : ce n'est pas l'intégration dans l'Union

européenne. Mais j'ai proposé que nous réfléchissions, l'Europe, la Russie, la Turquie à la création d'un espace économique et de sécurité en commun.

Nous avons une différence sur les modalités, nous n'avons pas une différence sur l'objectif : faire de la Turquie un élément de pont entre l'Orient et l'Occident. J'ai dit au Président OBAMA que pour moi il était très important que l'Europe ait des frontières parce que l'Europe est un élément de stabilisation du monde et que je ne peux pas laisser détruire cet élément de stabilisation du monde. Et cela ne veut pas dire qu'il faut repousser la Turquie dans les ténèbres. La Turquie est un allié dans l'OTAN, la Turquie est une passerelle entre deux mondes, voilà quelle est la meilleure modalité. C'est cela dont nous avons parlé.

Alors laissez-nous au moins une légère divergence sur un sujet, cela vous permettra de bien réfléchir pour les prochaines échéances.

QUESTION - Une question pour les deux présidents. L'Iran et la Corée du Nord. Quelle est la politique actuelle, outre la politique qui a été suivie jusqu'à maintenant et qui a consisté à laisser à ces deux pays le temps de progresser dans leurs efforts ?

M. OBAMA - Je crois qu'il est important de faire la distinction entre les deux pays et ce qu'ils font dernièrement. Au cours des derniers mois, les actions prises par la Corée du Nord ont été extrêmement provocatrices et ils ont dit sans ambage, qu'ils mettaient à l'essai des armes nucléaires, des missiles dotés d'une capacité intercontinentale.

Nous n'avons pas l'intention de poursuivre cette politique qui consisterait à récompenser la provocation. Les parties impliquées dans les pourparlers à six, nous les avons contactées, les parties ont émis des déclarations et maintenant, elles se penchent sur une résolution très ferme condamnant ces essais. La Chine et la Russie par contre n'ont pas réagi aussi fortement sur ces questions, mais ils reconnaissent l'effet déstabilisateur des actions de la Corée du Nord.

Moi, je privilégie toujours l'approche diplomatique mais la diplomatie, bien sûr, implique de faire participer entièrement l'autre partie pour essayer de régler les problèmes. Et nous n'avons pas constaté qu'une telle réaction de la part de la Corée du Nord. Donc, nous allons continuer à consulter nos alliés, nous allons continuer bien sûr les consultations avec tous ceux qui traditionnellement font partie des pourparlers à six, mais nous allons examiner de façon très ferme quel sera notre comportement à venir concernant ces questions. Je crois qu'il ne faut pas partir de l'hypothèse que nous allons poursuivre et continuer sur cette voie qui permet à la Corée du Nord de déstabiliser la région et nous réagissons toujours de la même façon, à savoir, une fois qu'ils ont répété ce genre de comportements à plusieurs reprises, on les récompense.

Maintenant par rapport à l'Iran, j'ai dit clairement que nous n'avons pas adopté la même démarche, d'ailleurs cela m'étonne que vous disiez que nous avons adopté la même démarche alors que je consacre beaucoup de temps, aux Etats-Unis, en essayant de répondre à ceux qui disent que ce que nous faisons est trop radical. Non, nous essayons de rompre avec la tradition.

Ce que je dis, c'est que nous privilégions des négociations directes avec les Iraniens sans préalable dans des conditions, bien sûr, de respect mutuel et avec détermination. Et à l'instar du Président SARKOZY, j'estime que la possession par l'Iran de l'arme militaire nucléaire serait très dangereuse, non seulement pour les Etats-Unis, pour Israël mais pour la région et à terme, pour le monde entier. Parce que l'hypothèse selon laquelle, l'Iran se doterait de l'arme nucléaire et nombre de pays au Proche-Orient ne s'en doterait pas, cela n'existe pas, ce n'est pas possible.

Cela explique ne serait-ce qu'en partie que lorsqu'il s'agit de ces deux pays là, la Corée du Nord et l'Iran, pour les Etats-Unis, pour la France ou pour d'autres membres du club nucléaire, ce n'est pas suffisant de dire : « écoutez vous arrêtez

tous ce que vous faites mais nous, on ne fait rien ». Non. A Prague j'ai dit que nous avions tous des responsabilités et je vais me rendre à Moscou pour un sommet qui vise une réduction importante des négociations des armes nucléaires et je vais renforcer le traité de non prolifération parce que je crois qu'il faut créer un consensus stable pour que les pays qui cherchent le nucléaire à des fins civiles soient à même de le faire et que collectivement, notre objectif soit l'élimination de la prolifération, l'isolement des matériaux nucléaires. Dans les négociations de tout un éventail de traités qui feront pour ainsi dire baisser la température et rendront obsolète toute arme nucléaire.

Cela ne va pas bien sûr voir le jour pendant que je serai en vie, ni le Président SARKOZY non plus, mais au fur et à mesure que nous avançons sur cette voie, les autres pays pourront au moins dire que les Etats-Unis font ce qu'ils disent. Ils s'appliquent ce qu'ils recommandent aux autres. Cela montrera notamment aux Iraniens que notre objectif n'est pas de les montrer du doigt, mais c'est de dire que cela est dangereux pour tous y compris les Israéliens que leurs intérêts sécuritaires ne seront pas bien servis par leur possession d'arme nucléaire.

Le Guide suprême a dit : « on ne veut pas des armes nucléaires, nous ne les cherchons pas », il l'a dit et j'ose espérer que cela est vrai, mais quand il s'agit de relations internationales, on ne peut pas tout baser sur l'espoir notamment lorsque vous voyez que les démarches contredisent l'espoir. Un de mes fameux prédécesseur, le Président REAGAN l'a très bien dit : « croyez, mais vérifiez » ; Nous n'en sommes pas là encore, nous n'en sommes pas là en termes de négociation avec les Iraniens, mais si à terme, nous constatons que l'Iran ne cherche pas les armes nucléaires, alors cela ne devrait pas être trop difficile pour nous d'avoir des négociations avec eux, et que la communauté internationale ait suffisamment confiance pour permettre à l'Iran de récolter les fruits économiques et autres, et vraiment reconquérir une plus grande légitimité dans tous ces autres efforts qu'il peut déployer.

Merci.